

Un sommet pour faire payer aux travailleurs européens ce qu'ils n'ont pas réussi à faire payer aux travailleurs grecs

Les données du problème

Depuis 2007, les capitalistes sont embourbés dans la crise la plus grave depuis les années 1930. L'immense accumulation de capital fictif (dette privée et publique) est devenue insoutenable au regard de la valeur effectivement créée dans l'économie réelle. Posséder des titres de dette, c'est posséder des promesses de remboursement, donc des droits de tirage sur la production future. Si ces promesses deviennent gigantesques par rapport à ce qui peut effectivement être produit (dans le cadre des rapports de production capitalistes), alors un défaut de paiement à grande échelle devient une menace tangible. De l'argent virtuel (capital fictif) partirait en fumée et ne pourrait alors plus se métamorphoser en pouvoir d'achat réel, permettant l'acquisition de marchandises produites par l'économie réelle. C'est alors l'ensemble du secteur bancaire, et donc de l'économie capitaliste, qui s'effondrerait : faillites en cascades, explosion du chômage. Une immense purge aux conséquences sociales dramatiques permettrait au système de repartir, mais sur un champ de ruines. Cette purge serait d'autant plus violente que les capitalistes ont tout fait pour la retarder. Mais il n'y a pas d'autre façon de mettre fin à la suraccumulation de capital qui plombe depuis plus de 30 ans la croissance dans les pays impérialistes.

Trois issues possibles à la crise

On peut dessiner trois grands types d'issues : deux issues dans le cadre capitaliste et une issue socialiste. Les deux premières sont deux cas polaires, la réalité pouvant être une combinaison des deux ; en revanche, l'issue socialiste est en rupture avec les deux précédentes.

1) Pour éviter un défaut de paiement généralisé de l'économie, l'intérêt commun des capitalistes est de mettre en place des plans d'austérité d'une violence inouïe, afin d'aller chercher l'argent dans les poches des travailleurs pour permettre le remboursement de la plus grande partie des dettes (détenues par les capitalistes). Pour éviter l'effondrement du système, il n'y a pas d'autre solution que les plans d'austérité : c'est toute la monstruosité du capitalisme qui a besoin de taper toujours plus fort sur les travailleurs pour surmonter (temporairement) sa crise. Si l'Allemagne est en position de force aujourd'hui, c'est parce que le gouvernement de gauche (Schröder) a mené des contre-réformes très dures, est parvenu à baisser le salaire réel des travailleurs, ce qui a permis (entre 1998 et 2005) de désendetter le pays.

2) L'autre issue possible, c'est la « purge », d'autant plus brutale qu'une montagne de dettes ont été accumulées depuis des années : une vaste dévalorisation du capital fictif entraînerait alors une vaste dévalorisation du capital réel, donc un effondrement économique. Cette purge, que les développements de la lutte de classe peuvent imposer aux capitalistes (les travailleurs parvenant à limiter l'ampleur des plans d'austérité), peut prendre deux variantes :

2.1 : un défaut de paiement formel où les débiteurs se déclarent insolvable et cessent leurs remboursements ;

2.2 : un défaut de paiement informel où la banque centrale fait fonctionner la « planche à billets », c'est-à-dire augmente brutalement la masse de monnaie en circulation dans l'économie réelle, ce qui engendre une hyper-inflation qui dévalorise le montant réel des

dettes.

Dans les deux cas, les créanciers sont spoliés et l'activité économique s'effondre, ce qui entraînerait un désastre social pour les travailleurs (fermetures d'entreprises, explosion du chômage...).

3) Enfin, la troisième issue possible est une issue socialiste : dans le cadre du capitalisme, l'annulation de la dette (sous forme de « défaut de paiement ») aurait des effets catastrophiques et entraînerait une chute brutale de la production. Mais il est essentiel de comprendre les causes de cet effondrement : il ne serait pas dû à une incapacité à produire « en soi », mais à une incapacité à produire avec une rentabilité suffisante. Ce seraient les rapports de production capitalistes qui empêcheraient l'appareil productif de fonctionner. En revanche, l'annulation de l'ensemble de la dette publique n'altérerait en rien les capacités productives : les moyens de production et les forces de travail seraient intacts. Pour pouvoir relancer la production, il faudrait alors que les entreprises passent sous la direction des travailleurs. Seul un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie, aurait la force d'exproprier sans indemnité ni rachat les capitalistes et de mettre en place une autre rationalité, au service des besoins de tous. C'est pourquoi ***nous ne pouvons être audibles et compris en portant le mot d'ordre d'annulation de la dette que si nous l'articulons avec la nécessaire expropriation des grands groupes capitalistes et le gouvernement des travailleurs.***

Les enjeux du sommet européen du 26 octobre

Les travailleurs grecs constituent le grain de sable qui menace l'ensemble de l'édifice. C'est en effet l'intensité de la lutte de classes en Grèce qui a rendu caduc le précédent « plan de sauvetage », décidé en juillet dernier mais pas encore appliqué, qui prévoyait une décote de 21% de la dette grecque détenue par les créanciers privés. Les bourgeoisies ont dû, la mort dans l'âme, accepter une décote bien plus importante que prévu. L'enjeu du sommet était donc, pour elles, de se mettre d'accord sur un dispositif pour absorber les conséquences de ce défaut, afin d'éviter la contagion qui pourrait aboutir à un effondrement du système bancaire européen, qui aurait des conséquences mondiales.

Trois questions étaient à l'ordre du jour du sommet européen des 22 et 23 octobre, prolongé le 26 octobre : acter le niveau de défaut de paiement de la Grèce, définir le montant de la recapitalisation du secteur bancaire (qui se fera en partie sur fonds publics) et s'accorder sur le rôle et le fonctionnement du Fond européen de stabilisation financière (FESF). Ces questions sont intimement liées : les besoins en capital du secteur bancaire dépendent de l'ampleur du défaut grec ; la taille et le mode de fonctionnement du FESF dépendent de l'ampleur du défaut grec et de la recapitalisation des banques.

Les décisions du sommet européen du 26 octobre

L'accord s'est conclu à 4h du matin le 27 octobre. Les dirigeants européens ont discuté une grande partie de la nuit avec les représentants des banques, signifiant que l'accord ne pouvait être conclu qu'avec la bénédiction du capital financier¹.

La première décision a été de négocier avec les créanciers privés de la Grèce (principalement les banques) une décote de 50% de la part de la dette détenue par les

¹ On peut lire la déclaration des chefs d'État sur le site http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/125663.pdf

investisseurs privés, c'est-à-dire environ 105 milliards d'€ sur 210 milliards². Même si cela n'a pas été souligné par les médias, il est important de savoir que la partie de la dette possédée par la BCE et les autres pays de l'UE (via les différents « plans d'aide ») n'a subi aucune décote. En annulant 105 milliards de dettes sur 350, la Grèce a subi un défaut partiel de seulement 30%. Le fardeau qui pèse sur les travailleurs grecs est donc encore très lourd. La Grèce est sommée de réduire le ratio (dette/PIB) à 120% en 2020. Pour ce faire, la tutelle impérialiste sera renforcée, avec la présence constante de la troïka.

La deuxième décision est de fixer, pour les banques, un ratio (fonds propres/actifs détenus) de 9% d'ici juin 2012, ce qui nécessite un plan de recapitalisation des banques européennes estimé à 106 milliards, dont 30 milliards pour les banques grecques, 26 pour les espagnoles, 15 pour les italiennes et 9 pour les françaises. Même si les gouvernements en appellent aux investisseurs privés, il est probable que les fonds publics vont devoir supporter une partie des pertes bancaires liées à la décote de la dette grecque. D'où une accentuation des plans d'austérité dans les autres pays : les travailleurs de toute la zone euro seront alors amenés à payer ce que les travailleurs grecs auront réussi à ne pas payer.

La troisième série de décisions a trait au Fond européen de stabilité financière (FESF) :

- le FESF voit sa « force de frappe » portée à 1 000 milliards (contre 250 aujourd'hui, cf. encadré). En fait, il s'agit d'une entourloupe : il n'y a pas d'accroissement des garanties apportées par les États (toujours 250 milliards). D'une part, parce que les pays en difficulté (comme l'Italie et l'Espagne) ne peuvent évidemment pas garantir quoi que ce soit ; d'autre part, parce que la France a peur de perdre son « triple A » (la note que lui attribuent les agences du capital financier) si elle augmente sa garantie, enfin parce que l'Allemagne ne veut pas faire un effort toute seule. On passe d'une garantie de 250 milliards à une « force de frappe » de 1 000 milliards par ce qu'ils appellent « l'effet de levier ». Concrètement, le FESF se transforme en assureur : il garantit aux créanciers acheteurs de titres de dettes de pays à risques qu'il prend à sa charge environ 25% de pertes en cas de défaut du pays concerné. Ainsi, le FESF couvrira jusqu'à 1 000 milliards sur les marchés, puisqu'en cas de défaut, il ne se porte garant que de 25% de la somme (soit 250 milliards).
- Un nouveau fonds d'investissement, ouvert aux investisseurs privés et publics, sera créé pour acheter des obligations publiques et recapitaliser les banques. Le FESF y participera, mais sollicitera d'autres partenaires, comme l'État chinois. La Chine a déjà mis en avant ses conditions : elle exige de recevoir le statut d'économie de marché que les Européens lui refusent depuis des années. Ce statut offrirait aux produits chinois de meilleures garanties d'accès au marché européen en les mettant à l'abri de clauses anti-dumping.

La quatrième série de décisions renvoie à l'engagement de chaque pays à maintenir une stricte « discipline budgétaire » et à « accélérer les réformes structurelles ». Un nouveau « superviseur » européen (Van Rompuy) aura tout pouvoir pour rappeler à l'ordre les gouvernements et bloquer les budgets dispendieux.

² Concrètement, à partir de janvier 2012, les créanciers privés échangeront leurs obligations de dette grecques contre d'autres dont la valeur sera diminuée de 50%. Le FESF apportera à ces créanciers privés 30 milliards d'€ de garanties sur ces nouvelles créances.

Fonds européen de stabilisation financière

Le Fonds européen de stabilisation financière a été créé en mai 2010 dans le cadre du premier « plan d'aide » à la Grèce. Il était prévu que les États membres de la zone euro, au prorata du capital de chaque pays à la BCE (27% pour l'Allemagne soit 120 milliards ; 20% pour la France soit 90 milliards ; etc.) garantissent jusqu'à 440 milliards de prêts sur trois ans.

Le mécanisme est le suivant : le FESF émet des obligations sur les marchés (de façon symbolique, c'est l'Office de gestion de la dette allemande qui s'occupe des opérations) et prête à son tour aux États en difficulté. Le FESF est donc un médiateur entre les investisseurs privés et les États en difficulté. Si les États en difficulté ne remboursent pas, c'est le FESF (et donc les États de la zone euro) qui en font les frais. En revanche, si les États en difficulté remboursent, le FESF réalise un bénéfice (lié à l'écart entre les taux auxquels il prête et les taux auxquels il emprunte).

Avec le FESF, les risques sont mutualisés. Si les pays en difficulté font défaut, les autres pays devront payer (ou se mettre en défaut à leur tour). Plus le FESF est utilisé, plus le sort des pays est indissociable.

Le FESF a déjà prêté à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, ce qui a réduit sa capacité de prêt à 250 milliards.

Depuis l'accord du 21 juillet 2011, le FESF peut acheter des obligations d'État sur les marchés financiers et participer au sauvetage des banques en difficulté (en les recapitalisant).

C'est la lutte de classes qui décidera du sort de cet accord au service des banques

Les chefs d'État se sont démenés pour faire croire à un accord historique qui aurait « sauvé l'euro » (dixit le ministre Baroin). En fait, l'accord est une rustine et se résume à deux points : acter le défaut partiel de la Grèce (qui est une lourde défaite pour les bourgeoisies) et s'engager à tout faire pour aider les banques à surmonter le choc en ponctionnant les travailleurs.

Les gesticulations autour du FESF ne doivent tromper personne. Si la lutte de classes contraint un État aussi important que l'Italie à faire défaut sur une partie significative de sa dette, c'est l'ensemble des pays de la zone euro qui sombrera dans la dépression économique, avec une vague de faillites en cascades. Aucun dispositif technique ne pourrait permettre d'éviter ce naufrage et tout l'enjeu de ce sommet était pour la bourgeoisie de se mettre en ordre de bataille pour contenir la contagion. Pour eux, il ne faut surtout pas que le cas grec fasse école, et leur pari est qu'ils arriveront à éviter un défaut de paiement dans un autre pays de la zone euro.

Berlusconi a rendu une copie laborieuse à Merkel et Sarkozy qui ont affiché ostensiblement toute leur morgue pour la *cavaliere*. Sa copie se résume à un accord conclu avec son allié de la *Ligue du nord* : l'augmentation de 65 à 67 ans de l'âge de départ à la retraite dans le cadre des « pensions de vieillesse ». En revanche, la *Ligue du Nord* de Bossi a refusé de toucher aux retraites à « l'ancienneté » qui permettent de partir à 60 ans avec 36 ans de cotisations et à n'importe quel âge à partir de 40 ans de cotisations. Autant dire que c'est bien faible pour rassurer les investisseurs, d'autant plus que le gouvernement Berlusconi ne tient qu'à un fil. D'ailleurs, les CDS³ sur l'Italie ont continué à augmenter après la

³ Les CDS sont des contrats d'assurance censés protéger contre la faillite d'un emprunteur ; l'acheteur d'un

conclusion de l'accord.

La bourgeoisie allemande impose ses vues à la bourgeoisie française

Sarkozy a eu beau se démener pour imposer ses vues (allant jusqu'à s'inviter à la dernière minute au gala du 19 octobre organisé à l'Opéra de Francfort pour le départ de Trichet de la BCE), ses préconisations sont restées lettre morte et l'impérialisme allemand a globalement imposé ses vues à l'impérialisme français :

1) Sarkozy était initialement opposé à l'augmentation de la décote de la dette grecque (au-delà des 21% de l'accord du 21 juillet). Conscient de la fragilité des banques françaises et de leur degré d'exposition à la dette grecque (supérieure à celle des banques allemandes), Sarkozy craint de devoir recapitaliser les banques françaises sur fonds publics et de ne pas être assez fort pour faire suffisamment les poches aux travailleurs. La conséquence serait alors une dégradation des déficits publics, qui menacerait le « triple A » de la France. Mais Merkel a passé outre cette préoccupation...

2) Sarkozy a plaidé pour que le FESF devienne formellement un établissement bancaire (c'est-à-dire obtienne une licence bancaire). Cela aurait permis au FESF de se financer à bas coût auprès de la BCE (à environ 1%) et donc de prêter à des taux très bas (proche de 1%) aux États en difficulté. Or, pour Merkel, c'était inadmissible : cela revenait à contourner l'interdiction qu'a la BCE d'acheter directement des obligations d'État (sans que celles-ci soient d'abord vendues sur les marchés financiers)⁴. Via le FESF, la BCE aurait financé directement les États, ce qui aurait alimenté l'inflation.

Quand les préconisations des réformistes antilibéraux convergent étrangement... avec celles de Sarkozy

Au-delà des postures des uns et des autres, la gravité de la crise clarifie les différentes positions. Quand les intérêts fondamentaux du système sont en jeu, on ne peut plus faire semblant. Les marges de manœuvre se réduisent à zéro, et les masques tombent. Inutile d'insister sur le positionnement du PS, qui ne critique que l'implication éventuelle de la Chine dans le dispositif. Il est en revanche instructif de noter que ***la petite musique des réformistes « antilibéraux » converge de façon étonnante avec celle des gouvernements en place : ils ne veulent pas annuler la dette et ne remettent pas en cause le renflouement des banques parce qu'ils veulent sauver le système.*** Simplement, ils veulent des « contreparties » à la recapitalisation des banques⁵ pour mettre fin aux « dérives » du capitalisme (comme si ces « dérives » n'étaient pas le fruit des contradictions de ce système).

Ils nous font croire que le salut des travailleurs passe par la baguette magique de la création monétaire massive : « *On ne sortira de pareil effondrement que par une opération de création monétaire inouïe* », nous explique l'économiste Frédéric Lordon⁶. Nos amis antilibéraux paniquent : il faut sauver le système et, comme ils ne veulent pas matraquer les travailleurs avec des plans d'austérité, ils préconisent de faire fonctionner la planche à billets. Mais il ne suffit pas de créer de la monnaie pour augmenter la richesse

CDS paie une prime annuelle et en contrepartie, le vendeur s'engage à compenser la perte de valeur d'un actif ou le défaut d'un emprunteur)

⁴ Le président de la Banque centrale allemande a affirmé : « *Cela [la proposition française] aurait mené à un financement des États en faisant marcher la planche à billets, ce que je tiens non seulement pour une erreur économique mais ce qui est aussi catégoriquement interdit par les traités* ».

⁵ Selon Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, « *il est inacceptable que les gouvernements soient encore prêts à des recapitalisations sans contrepartie* ».

⁶ <http://blog.mondediplo.net/2011-08-11-Le-commencement-de-la-fin>

réelle... sauf à penser que la création monétaire enclencherait un processus vertueux comme nous le raconte une certaine mystique keynésienne : en créant de la monnaie, on donnerait du pouvoir d'achat à l'État et aux travailleurs, ce qui augmenterait le niveau de la « demande » et donc inciterait les capitalistes à produire davantage. Sauf que les capitalistes produiraient moins car leur taux de profit baisserait. Le miracle n'aurait pas lieu et le seul effet d'une « création monétaire inouïe » serait d'engendrer... une inflation inouïe, qui aurait des conséquences désastreuses sur le niveau de vie des masses.

De fait, les remèdes des antilibéraux convergent avec ceux préconisés par Sarkozy et qu'il n'a pas pu imposer à Merkel. La création monétaire est un pis-aller pour la bourgeoisie quand la perspective du défaut formel se rapproche. Mais ce n'est certainement pas une « solution » pour les travailleurs : c'est au contraire une autre façon – hypocrite et détournée – de leur imposer une baisse drastique de leur niveau de vie.

Vers une amplification des attaques contre les travailleurs en France

Après avoir revu une première fois les prévisions de croissance pour 2012 en août dernier (passant de 2,25% à 1,75%) – ce qui a justifié la mise en place d'un plan d'austérité de 11 milliards pendant l'été –, le gouvernement a révisé une nouvelle fois ses prévisions à la baisse (1%), et Sarkozy a annoncé le 27 octobre un nouveau plan d'austérité de 6 à 8 milliards.

Cela ne sera sans doute pas suffisant pour tenir l'objectif de déficit public de 4,5% du PIB en 2012. Selon l'OFCE, il faudrait un nouveau plan d'austérité d'au moins 27 milliards pour tenir l'objectif fixé. On voit qu'on est loin du compte. Sarkozy est donc face à un dilemme :

- soit il renonce à aller au-delà de son annonce du 27 octobre, mais alors il ne respectera pas son engagement de réduction du déficit public ; la note de la France risquerait d'être dégradée, ce qui augmenterait considérablement les taux auxquels la France s'endette⁷ et contraindrait alors le gouvernement à des plans d'austérité encore plus sévères ;
- soit il met en place un plan d'austérité de grande ampleur, mais en ce cas il prend le risque d'un affrontement social dangereux pour la bourgeoisie tout en compromettant ses chances de réélection (qui semblent déjà faibles).

Nous devons donc nous préparer à des attaques d'une violence sans précédent depuis des décennies. Pour y faire face, notre camp social a besoin de se préparer à cette lutte décisive, de s'auto-organiser, de se politiser. Au-delà de la campagne électorale, la tâche centrale du NPA est de prendre ses dispositions pour aider à organiser la résistance, combattre les manœuvres des bureaucrates et réformistes qui visent à neutraliser les luttes et porter une stratégie révolutionnaire axée sur l'objectif de la grève générale et la perspective d'un gouvernement des travailleurs.

Gaston Lefranc

⁷ Depuis qu'une agence de notation a mis la France « sous surveillance », l'écart de taux avec l'Allemagne s'est accru sensiblement. En outre, les CDS sur la France se sont envolés ces dernières semaines